

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/38/EEC/Add.14  
21 décembre 1998

(98-5137)

---

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Notifications présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT  
de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

### Addendum

L'addendum ci-après à la notification de la Communauté européenne porte sur les perspectives de subventions de la **Suède**.

# SUÈDE

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Subventions au secteur suédois de la pêche 1997 (1996) .....	4
Introduction.....	4
1. Aide aux investissements des entreprises de pêches.....	4
1 a) Aide au renouvellement de la flotte et à la modernisation des navires de pêche.....	4
1 b) Aide à l'ajustement de l'effort de pêche .....	5
2. Aide publique aux investissements des entreprises d'aquaculture .....	6
3. Aide aux investissements en équipements des ports de pêche.....	7
4. Aide aux investissements pour la transformation et la commercialisation .....	8
5. Aide à la promotion/commercialisation.....	9
6. Aide en cas d'arrêt temporaire d'une activité de pêche .....	9
7. Aide aux études et aux projets pilotes.....	10
8. Indemnisation des organisations de producteurs .....	11
9. Aide publique à l'alevinage.....	12
10. Aide aux mesures prises dans le cadre de l'initiative communautaire Pesca .....	12
11. Aide à la recherche-développement dans le secteur de la pêche .....	13
Subventions à l'industrie suédoise en 1997.....	15
1. Introduction.....	15
1.1 Nature et portée de la notification.....	15
2. Aide à la recherche-développement.....	15
2.1 Aide à la recherche-développement dans le domaine technologique par l'intermédiaire du NUTEK.....	15
2.2 Financement de projets par l'intermédiaire du Fonds de promotion de l'industrie.....	17
2.3 Programme de recherches énergétiques.....	18
2.4 Fonds de promotion des techniques énergétiques.....	19
2.5 Recherche sur les transports et les communications sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications .....	20
2.6 Aide à la démonstration concernant des véhicules électriques et des véhicules mixtes menée sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications.....	21
2.7 <i>Technologies de l'information – désormais inclus dans le point 2.1</i> .....	22
2.8 Financement de projets dans le cadre du Fonds pour la coopération industrielle suédo-norvégienne .....	22

	<u>Page</u>
3. Aide aux petites et moyennes entreprises .....	23
3.1 Sociétés de développement régional (ALMI) .....	23
3.2 Aide aux petites entreprises .....	24
4. Aide à l'emploi et à la formation.....	25
4.1 Aide à la formation professionnelle.....	25
4.2 Aide au recrutement.....	26
4.3 Programme de remplacement temporaire par des stagiaires.....	27
4.4 Conseil suédois de la recherche sur le travail .....	28
5. Promotion des exportations.....	29
5.1 Promotion générale des exportations .....	29
6. Aide régionale aux entreprises.....	30
6.1 Subventions au développement régional .....	30
6.2 Prêts au développement régional .....	32
6.3 <i>Ex-subvention au développement incluses, avec les ex-subventions</i> <i>à l'implantation, dans la "subvention au développement régional"</i> .....	33
6.4 Prêts aux sociétés régionales d'investissement .....	33
6.5 Subventions à l'emploi .....	34
6.6 Réductions des cotisations de sécurité sociale.....	35
6.7 Aide aux transports régionaux .....	36
6.8 Fonds pour le nord de la Suède.....	37
6.9 Programme de développement industriel dans les régions prioritaires.....	38
6.10 Fonds structurels de l'Union européenne - Développement dans les zones géographiques visées 2, 5b et 6 .....	39
7. Aide à la protection de l'environnement .....	40
7.1 Subvention à l'investissement pour un développement durable du point de vue de l'écologie.....	40
8. Autres formes de subventions.....	41
8.1 Allègement fiscal pour l'énergie .....	41
Appendice .....	43

## SUBVENTIONS AU SECTEUR SUÉDOIS DE LA PÊCHE 1997 (1996)

### Introduction

La présente notification porte sur les subventions directes au secteur de la pêche. Les montants indiqués concernent en général des engagements pris par les autorités compétentes entre 1996 et 1997. S'agissant de l'"aide publique en cas de dommages causés aux engins de pêche", les montants indiqués se rapportent aux dépenses nettes, c'est-à-dire les indemnités déduction faite des primes perçues.

La description des différents programmes suit le canevas suggéré par l'OMC, mais les effets sur le commerce sont difficiles à évaluer et la notification ne contient aucune information à ce sujet, sauf pour quelques programmes d'aide.

### **1. Aide aux investissements des entreprises de pêches**

#### **1 a) Aide au renouvellement de la flotte et à la modernisation des navires de pêche**

##### **1. Forme de la subvention**

Dons.

##### **2. Montant de la subvention (total des engagements)**

1996: 42 303 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
1 230 00 couronnes suédoises (fonds nationaux).

1997: 20 865 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
4 646 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

##### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Renforcer la structure des entreprises économiquement viables du secteur et les développer.

##### **4. Durée**

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement n° 3699/93 du Conseil.

##### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance en 1996 et 1997: environ 265.  
On ne dispose pas de renseignements concernant l'incidence sur le commerce.

##### **6. Fondement et législation**

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1<sup>er</sup> janvier 1995).

7. Règles et conditions

Bénéficiaires: entreprises de pêche.

Catégories de dépenses pouvant bénéficier de cette aide: engins de pêche sélectifs, réservoirs soudés par points, équipement de sécurité, etc.

**1 b) Aide à l'ajustement de l'effort de pêche**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention (total des engagements)

1996: 13 500 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
13 500 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

1997: 6 969 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
6 969 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer un équilibre durable entre les ressources et leur exploitation.

4. Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance en 1996 et 1997: 71.  
On ne dispose pas de renseignements concernant l'incidence sur le commerce.

6. Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1<sup>er</sup> janvier 1995).

7. Règles et conditions

Bénéficiaires: entreprises de pêche.

Catégories de dépenses pouvant bénéficier de cette aide:

- désarmement;
- transfert permanent à un pays tiers.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil et dans le DUP.

## **2. Aide publique aux investissements des entreprises d'aquaculture**

### **1. Forme de la subvention**

Dons.

### **2. Montant de la subvention (total des engagements)**

1996: 13 616 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
3 611 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

1997: 11 850 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
3 294 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Développer les entreprises économiquement viables du secteur et aider à améliorer les structures de celles-ci.

### **4. Durée**

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques au secteur de la pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil.

### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance entre 1956 et 1997: 90.  
On ne dispose pas de renseignements concernant l'incidence sur le commerce.

### **6. Fondement et législation**

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1<sup>er</sup> janvier 1995).

### **7. Règles et conditions**

Bénéficiaires: entreprises d'aquaculture et organisations intéressées par des projets de développement dans le secteur de l'aquaculture.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil et dans le DUP.

Catégories de dépenses visées:

- construction, modernisation et acquisition de bâtiments;
- investissements visant à améliorer la qualité des produits et à réduire la pollution;
- acquisition de nouvelles installations et machines.

L'entreprise doit se soumettre aux mesures officielles de contrôle vétérinaire.

### **3. Aide aux investissements en équipements des ports de pêche**

#### **1. Forme de la subvention**

Dons.

#### **2. Montant de la subvention (total des engagements)**

1996: 4 445 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
3 006 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

1997: 3 849 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
2 475 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

#### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Améliorer et adapter la structure du secteur de la pêche.

#### **4. Durée**

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques aux investissements en équipements de ports de pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil.

#### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance en 1996 et 1997: 59.

On ne dispose pas de renseignements concernant l'incidence sur le commerce.

#### **6. Fondement et législation**

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1<sup>er</sup> janvier 1995).

#### **7. Règles et conditions**

Bénéficiaires:

- autorités locales et autres organismes publics;
- pêcheurs et entreprises de transformation du poisson rattachés aux ports;
- associations de ports de pêche.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil et dans le DUP.

Catégories de dépenses visées:

- investissements visant à améliorer les conditions dans lesquelles les produits de la pêche sont débarqués, manipulés et stockés;
- investissements visant à appuyer les activités des navires de pêche;
- investissements visant à améliorer la sécurité pendant le débarquement et le déchargement des produits.

**4. Aide aux investissements pour la transformation et la commercialisation**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention (total des engagements)

1996: 26 700 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
9 614 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

1997: 27 535 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
9 523 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Développer les entreprises économiquement viables du secteur et aider à améliorer les structures de celles-ci.

4. Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques aux investissements dans la transformation et la commercialisation sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance en 1996 et 1997: 107.  
On ne dispose pas de renseignements concernant l'incidence sur le commerce.

6. Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1<sup>er</sup> janvier 1995).

7. Règles et conditions

Bénéficiaires: l'industrie de transformation.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil et dans le DUP.

Catégories de dépenses visées:

- construction et acquisition de bâtiments et d'installations;
- acquisition d'équipements neufs nécessaires à la transformation et à la commercialisation;
- application de nouvelles techniques;
- investissements visant à améliorer la qualité des produits et à réduire la pollution.

**5. Aide à la promotion/commercialisation**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention (total des engagements)

1996: 6 460 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
5 783 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

1997: 2 020 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
1 820 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer l'approvisionnement du marché et la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture.

4. Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, l'aide à la promotion est soumise aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'aide en 1996 et 1997: 9.  
On ne dispose pas de renseignements concernant l'incidence sur le commerce.

6. Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1<sup>er</sup> janvier 1995).

7. Règles et conditions

Bénéficiaires: organismes publics, associations de pêcheries, entreprises privées.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil et dans le DUP.

Catégories de dépenses visées: études auprès des consommateurs et études de marché, campagnes de promotion, organisation de foires commerciales et participation à ces foires, conseils en matière de consommation, services et conseils aux grossistes et détaillants.

**6. Aide en cas d'arrêt temporaire d'une activité de pêche**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention (total des engagements)

1996: 3 653 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
3 130 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

1997: 721 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
387 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer un équilibre durable entre les ressources et leur exploitation.

4. Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, les aides publiques en cas d'arrêt temporaire d'une activité de pêche sont soumises aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance entre 1996 et 1997: environ 45.

6. Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1<sup>er</sup> janvier 1995).

7. Règles et conditions

Bénéficiaires: entreprises de pêche.

Catégories de dépenses visées: indemnisation du manque à gagner dû à un arrêt temporaire d'activité par suite de circonstances imprévues et exceptionnelles imputables à des causes biologiques.

**7. Aide aux études et aux projets pilotes**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention (total des engagements)

1996: 5 733 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
3 941 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

1997: 2 764 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
1 992 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer et adapter les structures du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

4. Durée

Depuis la date de l'adhésion de la Suède, l'aide publique aux études et aux projets pilotes est soumise aux règles et conditions énoncées dans le Règlement (CE) n ° 3699/93 du Conseil.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance en 1996 et 1997: 19.

On ne dispose pas de renseignements concernant l'incidence sur le commerce.

6. Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1<sup>er</sup> janvier 1995).

7. Règles et conditions

Bénéficiaires: universités, institutions publiques et privées, entreprises.

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le Règlement (CE) n° 3699/93 du Conseil et dans le DUP.

Catégories de dépenses visées: le résultat de l'étude ou du projet pilote doit présenter de l'intérêt pour le secteur. Tout résultat doit être publié et mis à la disposition au public.

**8. Indemnisation des organisations de producteurs**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention (total des engagements)

1996: 14 463 000 couronnes suédoises.

1997: 3 600 000 couronnes suédoises.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Indemniser les organisations de producteurs pour les pertes occasionnées lorsque le poisson est retiré du marché.

4. Durée

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance en 1996 et 1997: 4 (organisations de producteurs)

La Suède considère que cette mesure n'a eu tout au plus qu'une incidence négligeable sur le commerce.

6. Fondement et législation

Règlement (CEE) n° 3759/92 du Conseil du 17 décembre 1992 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture.

7. Règles et conditions

Articles 8 à 12 du Règlement n° 375.

**9. Aide publique à l'alevinage**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention (total des engagements)

1996: 1 650 000 couronnes suédoises.

1997: 1 645 000 couronnes suédoises.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître les stocks d'anguilles et de salmonidés pour la pêche commerciale dans les eaux côtières et les eaux intérieures.

4. Durée

L'année 1997 est la dernière année d'octroi de cette aide.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les subventions sont accordées uniquement pour accroître les stocks. Il n'est pas possible d'en estimer l'incidence sur le commerce.

6. Fondement et législation

Décision du gouvernement. Le programme est financé sur des fonds provenant du système de régulation des prix qui a été aboli le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

7. Règles et conditions

La Direction des pêches arrête le programme d'alevinage, qui est exécuté par les conseils généraux de comté.

**10. Aide aux mesures prises dans le cadre de l'initiative communautaire Pesca**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention (total des engagements)

1996/97: 3 581 000 couronnes suédoises (fonds communautaires).  
3 133 000 couronnes suédoises (fonds nationaux).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les objectifs de l'initiative communautaire Pesca sont énoncés dans la communication de la Commission aux États membres (94/C 180/01).

4. Durée

Le Programme opérationnel intégré couvre la période 1995-1999.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre estimatif de bénéficiaires de l'assistance en 1996 et 1997: 15.  
On ne dispose pas de renseignements concernant ses effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Ordonnance relative à la pêche, à l'aquaculture et aux pêcheries (SFS 1994:1716, 1<sup>er</sup> janvier 1995).

7. Règles et conditions

Bénéficiaires: Pesca s'applique à titre principal dans les zones dépendantes de la pêche situées dans les régions éligibles aux objectifs n° 1, 2 et 5 b).

Plafond de l'aide: les taux de participation sont établis dans le programme opérationnel.

Catégories de dépenses visées:

- diversification des activités dans les zones éligibles;
- services aux entreprises;
- maintien ou création d'emplois;
- projet concret de caractère général et/ou transnational dans le secteur de la pêche.

**11. Aide à la recherche-développement dans le secteur de la pêche**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention (total des engagements)

1995/96 (18 mois): 885 000 couronnes suédoises.  
Trois projets: 285 000-300 000 couronnes suédoises.  
1997: Néant.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Mettre au point des engins de pêche plus sélectifs, améliorer les techniques de transformation du hareng et élaborer de nouveaux produits à base de hareng.

4. Durée

Les subventions sont accordées pour des périodes de un à trois ans.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les subventions ne sont versées que pour des activités de recherche-développement fondamentale. Il n'est donc pas possible d'estimer leurs effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Décision du gouvernement (Circulaire).

7. Règles et conditions

Les résultats des travaux de recherche-développement doivent être publiés et accessibles au public. Souvent, la coopération avec un institut de recherche est exigée. Lorsque le projet est achevé, une subvention correspondant à 25 pour cent de son coût est versée.

## SUBVENTIONS À L'INDUSTRIE SUÉDOISE EN 1997

### 1. Introduction

#### 1.1 Nature et portée de la notification

En Suède, le budget du gouvernement central est la seule source d'aide à l'industrie. La loi interdit en principe aux administrations locales d'accorder des aides aux entreprises. Toutefois, les programmes financés par l'État sont parfois administrés au niveau local.

La présente notification porte sur les aides au secteur des entreprises au sens large, c'est-à-dire le commerce et l'industrie. Il n'est pas possible d'indiquer séparément les chiffres concernant les aides aux industries extractives et aux industries manufacturières (CTCI 2 et 3).

La description des divers dispositifs d'aide suit le canevas suggéré par l'OMC, mais il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

Les données chiffrées présentées ont été calculées sur la base du coût net pour l'État. C'est la méthode retenue pour le suivi annuel des aides d'État en Suède et par l'OCDE dans son projet sur les aides publiques à l'industrie. Elle est exposée dans l'Appendice.

Depuis 1997, l'administration suédoise a modifié son cycle budgétaire en passant d'années budgétaires à des années civiles. La présente notification mentionne les programmes en cours au 1<sup>er</sup> janvier 1997.

### 2. Aide à la recherche-développement

#### 2.1 Aide à la recherche-développement dans le domaine technologique par l'intermédiaire du NUTEK

##### 1. Forme de la subvention

Dons ou prêts à remboursement conditionnel.

##### 2. Montant de la subvention

Coût net pendant l'année civile 1997: 936 millions de couronnes suédoises, soit:

- 121 millions de couronnes suédoises aux entreprises et aux inventeurs;
- 401 millions de couronnes suédoises aux universités;
- 414 millions de couronnes suédoises aux instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes.

Coût net pour le financement du démarrage pendant l'année civile 1997: 66 millions de couronnes suédoises.

Coût net pour le transfert de technologie pendant l'année civile 1997: 8 millions de couronnes suédoises, soit:

- 5 millions de couronnes suédoises aux entreprises;
- 1 million de couronnes suédoises aux universités;

- 2 millions de couronnes suédoises aux instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif est d'abord de promouvoir la recherche-développement et, secondairement, d'aider les PME.

4. Durée

Le programme a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 1993 et durera jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales applicables sont énoncées dans les Ordonnances gouvernementales ci-après: SFS 1993:1332 (Förordning om ändring av förordningen 1978:571 om statligt stöd till teknisk forskning, industriellt utvecklingsarbete och uppfinnarverksamhet), SFS 1993:286 (Förordning om ändringar i förordningen 1991:660 med instruktion för Närings-och Teknikutvecklingsverket), et (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996) l'Ordonnance 1995:1254 (Förordning om statligt stöd till teknisk forskning, industriellt utvecklingsarbete och uppfinnarverksamhet).

7. Règles et conditions

Le Conseil national du développement industriel et technique (NUTEK) est un organisme gouvernemental qui, entre autres fonctions, est chargé d'administrer le soutien apporté par l'État aux activités de recherche-développement dans le domaine technique. L'aide est accordée à des universités, instituts de recherche technologique fondamentale et instituts de recherche mixtes (c'est-à-dire financés conjointement par l'État et par l'industrie), ainsi qu'à des entreprises et des inventeurs. En cas d'aide sous forme de don, les résultats du projet doivent être rendus publics.

Toutes les entreprises, de quelque branche que ce soit, peuvent bénéficier de ce soutien, qui privilégie néanmoins les petites entreprises et les inventeurs individuels. Dans leur cas, le soutien revêt la forme de prêts à remboursement conditionnel, qui peuvent représenter jusqu'à 50 pour cent du coût du projet. Le prêt doit être remboursé, au taux d'intérêt du marché, si le projet devient commercialement rentable. La durée et les autres conditions du prêt dépendent de son objet et de différentes considérations économiques. Ces aides peuvent servir à couvrir le coût du personnel, du matériel et des fournitures employées à des activités de recherche-développement, de l'acquisition d'instruments et de matériel, des services de consultants, des services de recherche sous-traités, etc. Les autres possibilités d'aide doivent entrer en ligne de compte dans la décision concernant l'octroi d'une subvention. Dans la pratique, les projets bénéficiant d'autres aides publiques ne sont normalement pas appuyés par le NUTEK. Lorsqu'ils le sont, les plafonds d'aide s'appliquent au montant global des aides reçues.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996, les règles et conditions applicables ont été harmonisées avec celles de la Communauté européenne relatives aux aides publiques. Dans la pratique, les nouvelles règles sont appliquées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

## **2.2 Financement de projets par l'intermédiaire du Fonds de promotion de l'industrie**

Le Fonds de promotion de l'industrie est une fondation de droit public qui a pour principal objectif d'encourager le développement industriel et la commercialisation. Il doit, en appliquant des taux d'intérêt commerciaux pour compenser les pertes inévitables, générer des ressources suffisantes pour préserver son capital à long terme.

### **1. Forme de la subvention**

Soutien de projets au moyen de prêts à remboursement conditionnel, de garanties et de subventions remboursables sous la forme d'une redevance. Il n'y a pas d'élément de subvention calculé pour chaque entreprise, mais un risque élevé est accepté.

### **2. Montant de la subvention**

Coût net pour l'année civile 1997: 105 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

L'objectif principal du programme de financement de projets est d'aider les PME et la recherche-développement.

### **4. Durée**

La durée du programme, qui est devenu opérationnel en 1979 et a été modifié en 1993 et 1996, est indéterminée.

### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

### **6. Fondement et législation**

Les dispositions légales sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1996:880 (Förordning om finansiering genom Industrifonden).

### **7. Règles et conditions**

Financement de projets: Le Fonds s'attache surtout à appuyer les petites et moyennes entreprises, sans aucune restriction pour ce qui est de la branche d'activité ou la région d'implantation. Pour pouvoir bénéficier d'un soutien, le projet doit comporter un risque substantiel mais avoir un potentiel commercial correspondant. Le montant de la subvention ne doit pas dépasser 50 pour cent du coût du projet. La plupart des dépenses liées à un projet de développement (mais rarement les dépenses d'acquisition de terrains ou de bâtiments) peuvent bénéficier d'une aide. En cas de succès, les PME doivent rembourser le prêt accordé avec les intérêts au taux du marché, éventuellement sous la forme d'une redevance. Le financement assuré par le Fonds peut être combiné avec des aides régionales, conformément aux règles de la Communauté européenne relatives aux aides publiques.

## **2.3 Programme de recherches énergétiques**

### **1. Forme de la subvention**

Dons ou prêts à remboursement conditionnel.

### **2. Montant de la subvention**

Coût net pour l'année civile 1997: 173 millions de couronnes suédoises, soit:

- 21 millions de couronnes suédoises aux entreprises et aux inventeurs;
- 145 millions de couronnes suédoises aux universités;
- 7 millions de couronnes suédoises aux instituts de recherche technologique et aux instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Le programme a pour premier objectif de développer le savoir-faire et les compétences fondamentales, de faciliter la transformation du système énergétique suédois afin d'en atténuer les effets sur l'environnement et le climat. Le programme privilégie le long terme, c'est-à-dire des technologies qui devraient pouvoir être mises en œuvre au-delà de l'an 2000. Il est axé sur la recherche fondamentale, la recherche appliquée ne jouant qu'un rôle mineur.

### **4. Durée**

Les débuts de ce programme, qui a été reconduit à plusieurs reprises, remontent à 1975. L'actuel programme est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1993 pour une durée indéterminée.

### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

### **6. Fondement et législation**

Les dispositions légales qui régissent ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1987:819 (Förordningen om statligt stöd till energiforskning).

### **7. Règles et conditions**

Le programme s'adresse aux universités, instituts de technologie et instituts de recherche mixtes (c'est-à-dire financés conjointement par l'État et l'industrie) et aux entreprises. La règle générale est que tous les résultats des activités menées dans ce cadre sont officiels et doivent être rendus publics. Cependant, l'aide aux entreprises ne représente qu'une fraction mineure (15 pour cent environ) des dépenses et revêt principalement la forme de prêts à remboursement conditionnel. Elle peut servir à couvrir le coût du personnel, des matériaux et des fournitures employés à la recherche-développement, de l'acquisition d'instruments et de matériel ou des services de consultants, de la recherche sous-traitée, etc. Elle ne peut pas dépasser 50 pour cent des dépenses prises en considération. La décision d'octroyer une aide n'est prise qu'après analyse de toutes les autres sources possibles d'assistance.

## **2.4 Fonds de promotion des techniques énergétiques**

### **1. Forme de la subvention**

Dons, prêts bonifiés et garanties.

### **2. Montant de la subvention**

Coût net pour l'année civile 1997: 181 millions de couronnes suédoises, soit:

- 138 millions de couronnes suédoises aux entreprises et aux inventeurs;
- 5 millions de couronnes suédoises aux universités;
- 38 millions de couronnes suédoises aux instituts de recherche technologique et instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Le premier objectif est de promouvoir la recherche-développement; les activités de recherche, de développement et de préparation de l'introduction commerciale de nouvelles techniques de production d'énergie et de protection de l'environnement sont appuyées par l'intermédiaire du Fonds.

### **4. Durée**

Le programme a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 1988, pour une durée indéterminée.

### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

### **6. Fondement et législation**

Les dispositions légales régissant ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1988:805 (Förordning om statligt stöd ur energiteknikfonden, mm.)

### **7. Règles et conditions**

Un appui est accordé pour la mise au point, l'essai et la démonstration de techniques nouvelles sous forme d'installations expérimentales, projets pilotes, installations complètes, etc., ainsi que pour la recherche cofinancée par l'industrie. Le bénéficiaire est normalement l'utilisateur de la nouvelle technique, le plus souvent petit producteur privé ou public d'énergie. La subvention peut en principe représenter jusqu'à 50 pour cent du coût du projet, mais le NUTEK a pour pratique d'accorder au maximum une subvention de 25 pour cent. Il n'existe aucune restriction légale pour ce qui est de la mesure dans laquelle la subvention peut être combinée à d'autres aides, mais dans la pratique les projets qui bénéficient d'un soutien du Fonds ne reçoivent aucune autre assistance.

## **2.5 Recherche sur les transports et les communications sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications**

### **1. Forme de la subvention**

Dons.

### **2. Montant de la subvention**

Coût net pour l'année civile 1997: 149 millions de couronnes suédoises, soit:

- 10 millions de couronnes suédoises à des entreprises privées;
- 103 millions de couronnes suédoises pour les universités;
- 36 millions de couronnes suédoises à des universités, instituts de recherche technologique, instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Il s'agit d'abord d'aider la recherche-développement et, secondairement, de promouvoir la protection de l'environnement et les économies d'énergie.

### **4. Durée**

Le programme a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 1993 et doit être officiellement reconduit chaque année.

### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

### **6. Fondement et législation**

Les dispositions légales régissant ce programme sont énoncées dans la Loi n° 1992/1993:170 intitulée "La recherche au service de la connaissance et du progrès" et la Loi n° 1996/97:1.

### **7. Règles et conditions**

Ce programme vise des activités de recherche fondamentale ou des activités préconcurrentielles de recherche appliquée, de développement et de démonstration dans le domaine des transports et des communications. Les subventions sont accordées principalement aux universités et aux instituts de recherche. Les autorités régionales, municipalités et entreprises peuvent en bénéficier pour des activités préconcurrentielles de développement ou de démonstration, qui visent surtout le développement des transports publics. L'aide, qui peut servir à couvrir les coûts du personnel, des matériaux et des fournitures liés à la recherche-développement, à concurrence de 100 pour cent, est accordée sur la base de critères scientifiques, sur demande ou à l'initiative du Conseil, dans le cadre d'un contrat de recherche-développement. Au moins 15 millions de couronnes suédoises par an doivent être utilisées sous forme de subventions à des projets de recherche-développement ou de démonstration intéressant les transports publics. Il n'y a pas de restriction légale concernant la combinaison de ces subventions avec d'autres aides.

## **2.6 Aide à la démonstration concernant des véhicules électriques et des véhicules mixtes menée sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications**

### **1. Forme de la subvention**

Dons.

### **2. Montant de la subvention**

Coût net pour l'année civile exercice 1995/96: 3 millions de couronnes suédoises, soit:

- 1 million de couronnes suédoises à des entreprises privées;
- 2 millions de couronnes suédoises à des universités, instituts de recherche technologique, instituts de recherche mixtes.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme a d'abord pour objectif l'aide à la recherche-développement et, secondairement, le soutien à la protection de l'environnement et aux économies d'énergie. Il s'agit d'étudier le potentiel qu'offrent ces véhicules pour les économies d'énergie et la protection de l'environnement, quel serait leur coût réel pour la société et les usagers, dans quelle mesure ils peuvent s'intégrer dans les systèmes de transport existants et quel serait leur impact sur la sécurité routière. L'aide n'est pas destinée à la mise au point proprement dite de ces véhicules.

### **4. Durée**

Le programme a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 1993 et doit être officiellement reconduit chaque année.

### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

### **6. Fondement et législation**

Les bases juridiques de ce programme sont énoncées dans les Lois n° 1992/1993:179 et n° 1993/1994:100.

### **7. Règles et conditions**

Le programme a pour but d'appuyer les activités de recherche, de développement et de démonstration concernant des véhicules électriques ou mixtes, du point de vue socio-économique et du point de vue de l'infrastructure. Les recherches sont préconcurrentielles et leurs résultats sont mis à la disposition du public. L'aide est accordée sur la base de critères scientifiques, sur demande ou à l'initiative du Conseil et dans le cadre de contrats de recherche-développement. Le programme doit être exécuté en étroite coopération avec l'industrie et les autres parties intéressées, et son coût global est censé être partagé avec ces dernières. L'aide peut servir à couvrir le coût du personnel, des matériaux et des fournitures employées dans les activités de recherche-développement, à concurrence de 100 pour cent. Il n'y a pas de restriction légale concernant la combinaison de cette aide avec d'autres dispositifs d'aide.

**2.7 Technologies de l'information – désormais inclus dans le point 2.1 Recherche-développement dans le domaine technologique**

**2.8 Financement de projets dans le cadre du Fonds pour la coopération industrielle suédo-norvégienne**

Le Fonds pour la coopération industrielle suédo-norvégienne est une fondation qui jouit dans ses activités d'une certaine autonomie par rapport aux gouvernements suédois et norvégien. En percevant des taux d'intérêt commerciaux pour compenser les pertes inévitables, il doit générer suffisamment de ressources pour couvrir l'inflation à long terme.

1. Forme de la subvention

Dons, prêts à remboursement conditionnel et prêts remboursés sous forme de redevances.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 21 millions de couronnes suédoises (aux entreprises suédoises).

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le premier objectif est d'aider les PME et d'appuyer la recherche-développement. Le Fonds doit soutenir la coopération technique entre entreprises suédoises et norvégiennes.

4. Durée

Le programme a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1982. Il doit durer jusqu'en 2001 et peut être prolongé.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales régissant ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1990:45 (Förordningen om stöd genom Fonden för svenskt-norskt industriellt samarbete) modifiée par l'Ordonnance 1998:45.

7. Règles et conditions

Cette aide peut servir à couvrir tous les types de coûts afférents à un projet de développement (mais rarement le coût d'acquisition de terrains ou de bâtiments) à concurrence de 50 pour cent. Elle ne peut être accordée que si le projet présente des risques élevés, offre des perspectives de rentabilité commerciale à assez court terme. En cas de succès, toutes les PME remboursent les prêts avec intérêt au taux du marché ou sous forme de redevances. Peuvent bénéficier de ce programme les entreprises suédoises et norvégiennes de toutes les branches de production, sauf l'extraction de pétrole et de gaz. Il n'y a pas de restriction concernant la combinaison du financement par l'intermédiaire du fonds avec

des aides au titre d'autres programmes, aides dont les règles ne sont pas fixées par la Communauté européenne

### **3. Aide aux petites et moyennes entreprises**

#### **3.1 Sociétés de développement régional (ALMI)**

Les sociétés de développement régional (ALMI) comprennent une société mère et 22 filiales régionales. Leur objectif est de renforcer la compétitivité et la rentabilité des petites et moyennes entreprises et de promouvoir la création d'entreprises. Les ALMI ont remplacé en 1994 les fonds de développement régional.

##### **1. Forme de la subvention**

Garanties de prêt, prêts, prêts à de nouvelles entreprises, apports de capitaux de développement remboursables sous forme de redevances et prêts bonifiés.

##### **2. Montant de la subvention**

Coût net pour l'année civile 1997: 127 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

##### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme a principalement pour objectif d'aider les PME. Les sociétés de développement régional doivent s'employer à améliorer la compétitivité et la rentabilité des petites et moyennes entreprises (généralement celles qui ont moins de 250 salariés conformément à la définition de la Commission européenne) et à promouvoir la création d'entreprises.

##### **4. Durée**

Le programme a commencé en 1978 pour les prêts et garanties, en 1982 pour le capital-développement et en 1993 pour les prêts aux nouvelles entreprises. Sa durée est indéterminée.

##### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

##### **6. Fondement et législation**

Les dispositions légales régissant ces programmes sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1994:1100 (Förordning om statligt finansiering genom regionala utvecklingsbolag) modifiée par l'Ordonnance SFS 1995:1196.

##### **7. Règles et conditions**

Règles générales applicables à toutes les formes de financement. Le programme doit être purement complémentaire de l'action des établissements privés. Il s'adresse aux petites entreprises, c'est-à-dire à celles qui ont moins de 250 salariés (dans la pratique, souvent moins de 50). Les sociétés de développement régional peuvent librement déterminer les conditions des prêts, c'est-à-dire

le taux d'intérêt, la durée et les différés d'amortissement, mais le financement doit être accordé à des conditions commerciales et tendre à assurer un rendement raisonnable et à répartir les risques.

Les prêts doivent être accordés à des conditions commerciales mais pour des projets présentant des risques élevés. Seules les entreprises qui sont rentables ou ont des chances raisonnables de le devenir peuvent en bénéficier. Il est également fourni des conseils. Cette aide peut être combinée avec des mesures de soutien régional et les concours du NUTEK, conformément aux règles de la Communauté européenne régissant les aides publiques.

Prêts: accordés pour des projets à risques élevés à des taux légèrement supérieurs à ceux du marché. Des sûretés de qualité douteuse sont acceptées.

Capital-développement: accordé pour des projets à risques élevés, sans sûreté ou avec des sûretés de qualité douteuse.

Garanties: accordées pour des projets à risques élevés, sûretés de qualité douteuse acceptées. Une prime est exigée.

Prêts aux nouvelles entreprises: le prêt de capitaux de démarrage revêt la forme soit d'un prêt personnel consenti au fondateur d'une entreprise (injecté dans la société en tant que capital social assorti de restrictions) ou d'un prêt à la société sans garanties. Le prêt représente au maximum 30 pour cent du financement, dans la limite d'un plafond de 1 million de couronnes suédoises. Sa durée maximum est de dix à 15 ans. Il y a un différé d'amortissement pendant les cinq premières années et le taux d'intérêt est nul les deux premières années, bonifié les trois années suivantes et fixé au taux du marché à partir de la sixième année. Une commission de dossier de 2 pour cent sur les prêts accordés est déduite au dernier remboursement. Normalement, aucune sûreté n'est nécessaire.

Prêts supplémentaires: une société ayant bénéficié d'un prêt de démarrage qui a besoin d'un nouveau financement peut obtenir un prêt supplémentaire si elle a de bonnes raisons et si la demande à cet effet est reçue par le fonds dans les trois ans suivant l'octroi du prêt initial. Les prêts peuvent être accordés à des particuliers ou à des entreprises. Le demandeur doit faire l'apport d'au moins 10 pour cent du capital. Les prêts peuvent être accordés à toutes les catégories d'entreprises.

### **3.2 Aide aux petites entreprises**

#### **1. Forme de la subvention**

Dons.

#### **2. Montant de la subvention**

Coût net pour l'année civile 1997: 105 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

#### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

L'objectif premier de ce programme est de promouvoir des investissements créateurs d'emplois dans les petites entreprises et d'assurer l'équilibre régional.

4. Durée

Prévu initialement pour durer du 1<sup>er</sup> juillet 1994 au 30 juin 1995, le programme a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1997.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales régissant ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1994:773 (Förordning om tillfälligt småföretagsstöd) modifiée par l'Ordonnance SFS 1996:1496 (Förordning om ändring i förordningen (1994:773) om tillfälligt småföretagsstöd).

7. Règles et conditions

L'aide est administrée par les conseils administratifs de comté (Länsstyrelse). Elle est offerte aux petites entreprises de toute la Suède, sauf dans les branches suivantes: sidérurgie et fibres synthétiques. La définition d'une petite entreprise est la même que celle de la Communauté européenne, c'est-à-dire une entreprise comptant au plus 50 salariés et ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 40 millions de couronnes suédoises. L'aide est octroyée pour des investissements jugés créateurs d'emplois à long terme. Elle est subordonnée à la condition qu'elle ne contribuera ni au déplacement d'une activité d'un comté à l'autre ni au rétablissement d'une activité. Est également exclue toute activité ayant été redressée récemment. Le capital approuvé nécessaire à l'investissement ne doit pas dépasser 20 millions de couronnes suédoises. L'aide peut représenter jusqu'à 15 pour cent du coût total d'un projet, mais ne doit jamais dépasser le montant total nécessaire pour que l'investissement se fasse.

**4. Aide à l'emploi et à la formation**

Le soutien du marché du travail vise à encourager les entreprises et les administrations à recruter les personnes pour qui il est particulièrement difficile de trouver du travail, par exemple les jeunes, les handicapés, les réfugiés et les immigrants et les personnes âgées. Généralement, le soutien est fourni directement à l'employeur. Ce type d'aide est destiné à inciter les employeurs à recruter une personne qu'ils n'auraient autrement pas engagée et à compenser leurs frais de formation et d'acquisition de matériel.

Les programmes mentionnés ci-dessous, c'est-à-dire l'aide à la formation professionnelle, l'aide au recrutement, le remplacement temporaire d'employés par des stagiaires et les incitations au recrutement, s'adressent aux entreprises et sont considérés comme des subventions au sens de l'Accord de l'OMC sur les subventions. Il y a aussi un programme visant à améliorer les conditions de travail qui est décrit ci-dessous.

**4.1 Aide à la formation professionnelle**

1. Forme de la subvention

Subventions ordinaires à des fins de formation en cours d'emploi.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 143 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce dispositif a pour objectif premier d'éviter les perturbations de la production principalement dans les petites et moyennes entreprises dues au manque de travailleurs qualifiés, de prévenir les licenciements et d'aider les travailleurs qui risquent de perdre leur emploi.

4. Durée

De 1984 au 31 décembre 1997. Ce programme n'existera plus au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales qui régissent ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1984:518 (Förordning om bidrag till arbetsmarknadsutbildning i företag).

7. Règles et conditions

Toutes les entreprises, de quelque branche que ce soit, peuvent bénéficier de ce programme. L'aide revêt la forme d'un don, qui couvre le coût effectif d'un cours de formation à concurrence de 60 couronnes suédoises l'heure pour un maximum de 920 heures.

**4.2 Aide au recrutement**

1. Forme de la subvention

Subventionnement du salaire brut pour les entreprises qui recrutent certaines catégories de chômeurs.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 238 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce système a essentiellement pour objectif d'accroître l'emploi, surtout de chômeurs de longue durée et de personnes ayant des difficultés à trouver du travail.

4. Durée

Le programme a débuté en 1984, pour une durée indéterminée. Pendant l'année civile 1997, le budget maximum pour ce programme est limité à 300 millions de couronnes suédoises.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales régissant ce programme sont énoncées dans les Ordonnances gouvernementales SFS 1995:338 (Förordning om ändring av förordningen 1986:414 om rekryteringsstöd) et 1995:720 (Förordning om ändring i förordningen 1986:414 om rekryteringsstöd). SFS 1996:1427 (Förordning om ändring i förordningen (1986:414) om rekryteringsstöd)

7. Règles et conditions

Toutes les entreprises, de quelque branche que ce soit, peuvent bénéficier de ce programme, à l'exception, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, de plusieurs secteurs sensibles d'après les règles de l'UE (sidérurgie, véhicules automobiles, fibres synthétiques, construction navale, agriculture, pêche, transports). L'aide revêt la forme d'un don couvrant au maximum 350 couronnes suédoises par jour ou 50 pour cent du salaire. Le bénéficiaire doit avoir été au chômage pendant au moins un an. La durée de l'aide ne doit pas dépasser six mois.

**4.3 Programme de remplacement temporaire par des stagiaires**

1. Forme de la subvention

Déduction des charges sociales.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 47 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif essentiel de ce programme est de promouvoir l'emploi en autorisant une déduction des charges sociales à des fins de formation en cours d'emploi.

4. Durée

Le programme a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 1991, pour une durée indéterminée.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales qui régissent ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1993:746 (Lagen om ändring i lagen 1993:237 om tillfällig avikelse från lagen 1981:691 om socialavgifter). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, les dispositions légales sont énoncées dans l'Ordonnance SFS 1996:1427 (Förordning om ändring i förordning om ändring i förordningen (1986:414) om rekryteringsstöd).

7. Règles et conditions

Les coûts pouvant bénéficier d'une subvention sont les coûts salariaux des salariés temporaires. L'employeur qui engage des temporaires peut déduire 400 couronnes suédoises par jour de charges sociales. Cette déduction au titre des coûts de formation est plafonnée à 35 couronnes suédoises par heure de formation et par salarié, dans la limite de 20 000 couronnes suédoises par employé. Toutes les entreprises peuvent en bénéficier, quels que soient leur branche d'activité ou l'endroit où elles sont implantées, mais les principaux bénéficiaires sont les conseils de comté et les municipalités. On estime que le cinquième environ du budget du programme va à des entreprises privées. Les chiffres signalés sont des estimations de la part du secteur privé dans le budget du programme. Les projets bénéficiant de subventions au titre de ce programme ne peuvent pas bénéficier d'autres aides. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, l'aide revêt la forme de dons. Ses niveaux ont été légèrement abaissés.

**4.4 Conseil suédois de la recherche sur le travail**  
(anciennement Fonds suédois pour le cadre de travail)

Le Fonds suédois pour le cadre de travail était financé par un prélèvement spécial inclus dans les cotisations de sécurité sociale à la charge des employeurs. Il a été créé en 1972, puis fermé en juin 1995 et remplacé, le 1<sup>er</sup> juillet 1995, par le Conseil suédois de recherche sur le travail, qui est financé par le budget de l'État. Le Conseil engage et appuie la R-D favorisant un bon cadre de travail, une organisation efficace du travail et un marché du travail accessible à tous. Ses activités sont en fait assez différentes de celles du Fonds, l'accent étant mis sur l'aide à la recherche principalement académique d'intérêt général sur les conditions de travail. Les dons à des entreprises spécifiques sont rares.

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 4 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif primordial de ce programme est d'améliorer les conditions de travail et la qualité du travail et son objectif secondaire est de promouvoir la recherche-développement. Le Conseil appuie les activités de recherche-développement, d'éducation et d'information pouvant favoriser la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail ou faciliter par d'autres moyens l'amélioration du cadre de travail.

4. Durée

Indéterminée.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales qui régissent ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1995:865 (Förordning med instruktion för Rådet för arbetslivsforskning).

7. Règles et conditions

Le Conseil finance les projets de R-D concernant la sécurité et l'hygiène du travail, l'organisation du travail et les questions liées au marché du travail. Son appui peut être combiné avec d'autres aides mais, pour les projets se rapportant principalement à la recherche, cela dépend de leur objet.

**5. Promotion des exportations**

**5.1 Promotion générale des exportations**

1. Forme de la subvention

Cette aide va au Conseil suédois du commerce, organisme parapublic, qui a principalement pour mission de fournir des informations et des conseils aux entreprises suédoises et notamment aux PME. En outre, le Conseil lance et exécute différentes activités collectives de promotion des exportations telles qu'expositions et missions commerciales. Ces activités sont principalement financées par les entreprises.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: Néant.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif primordial est d'appuyer les exportations et l'internationalisation des entreprises suédoises pour promouvoir le développement à long terme de l'économie nationale.

4. Durée

Le programme a débuté en 1972, pour une durée indéterminée.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Accord entre le gouvernement et l'Association générale des exportateurs suédois. L'accord existant date de 1992. Loi n° 1991/1992:108.

7. Règles et conditions

Le Conseil offre ses services à toutes les entreprises suédoises, de quelque branche que ce soit, pour l'exportation de biens comme de services. Un certain nombre d'entreprises optent pour le paiement d'un droit qui leur permet d'obtenir une ristourne sur certains services. La priorité est donnée aux petites et moyennes entreprises.

L'aide accordée revêt différentes formes:

- information sur le commerce extérieur et les marchés étrangers;
- activités de promotion des exportations, financées en partie par l'État, telles qu'expositions, études de marché et missions à l'étranger.

Les activités du Conseil sont financées à la fois par l'État et par les sociétés qui ont recours à ses services. Les aides publiques servent à financer la majeure partie des services d'information et une moindre part des activités de promotion des exportations.

Pour l'année civile 1996, le chiffre d'affaires total du Conseil suédois du commerce a été de l'ordre de 400 millions de couronnes suédoises, dont 144 millions environ financés par l'État et le reste par les sociétés sous forme de droits payés au Conseil ou de rémunération d'activités spécifiques de promotion des exportations.

**6. Aide régionale aux entreprises**

En Suède, les aides régionales aux entreprises s'inscrivent dans le cadre de six grands programmes: subventions au développement régional, prêts au développement régional, prêts aux sociétés régionales d'investissement, subventions à l'emploi, réduction des cotisations de sécurité sociale et aide aux transports régionaux. La politique régionale suédoise vise principalement à assurer une croissance durable, la liberté de choix et un environnement de qualité de manière à créer des conditions de vie égales pour tous les habitants du pays, quelle que soit la région. En raison des conditions de vie particulières qui caractérisent de vastes régions du pays, la politique dynamique de développement régional qui est suivie depuis de nombreuses années une importance majeure pour ces régions.

**6.1 Subventions au développement régional**  
(ex-subventions à l'implantation et subventions au développement)

1. Forme de la subvention

Dons et prêts conditionnels pour les investissements dans les actifs corporels et incorporels. La restitution des fonds peut être demandée si les objectifs, spécialement en matière de création d'emplois, ne sont pas atteints.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 490 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme favorise les investissements dans les actifs corporels et incorporels. Il a d'abord pour objectif, de promouvoir le développement des régions spécifiées et, à titre secondaire, d'aider les PME, de favoriser l'emploi et la recherche-développement dans ces régions. Il s'agit surtout de promouvoir le développement de l'industrie et de créer des emplois.

4. Durée

Le programme a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 1990 et doit être officiellement reconduit pour chaque nouvel exercice budgétaire.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales qui régissent ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1990:642 (Förordningen om regionalpolitiskt företagsstöd), et (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997) dans l'Ordonnance SFS 1996:1570 (Förordning om ändring i förordningen (1990:642) om regionalpolitiskt företagsstöd).

7. Règles et conditions

Peuvent bénéficier du programme les personnes physiques ou morales qui opèrent en Suède ainsi que les collectivités publiques menant des activités viables aux conditions du marché dans certains secteurs concurrentiels. (Une aide peut aussi être accordée dans certains cas à des associations à but non lucratif.) L'entreprise doit être rentable et, en règle générale, créer des emplois. Pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, au moins 40 pour cent des emplois créés doivent être réservés à chaque sexe. Le total de l'élément don ne peut pas dépasser le plafond d'intensité de l'aide fixé pour chaque région.

Les subventions au développement régional peuvent être accordées pour la construction de bâtiments, l'acquisition de machines, etc. Elles peuvent également être accordées pour des investissements incorporels, tels que les investissements dans des brevets, des licences, des activités de commercialisation, le développement de nouveaux produits ou du système éducatif. L'aide a la forme d'un don qui peut être récupéré si les objectifs recherchés, spécialement en matière de création d'emplois, ne sont pas atteints.

Le pouvoir d'accorder une subvention est discrétionnaire; la décision est prise en fonction du coût estimatif de chaque projet, de l'ampleur des investissements, du nombre d'emplois créés, etc. La subvention peut couvrir au maximum 35 pour cent du coût des investissements dans la zone 1 et 20 pour cent dans la zone 2 et les zones pouvant bénéficier d'une aide structurelle. Dans certains cas, le plafond est moins élevé et, à titre exceptionnel, il peut être porté jusqu'à 50 pour cent sur décision du gouvernement. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, il est fixé à 40 pour cent de l'investissement pris en considération pour les PME et à 35 pour cent pour les autres entreprises (maximum de 250 salariés) dans la zone 1. Dans la zone 2, le plafond est de 20 pour cent.

Plusieurs raisons motivent l'octroi d'une subvention, par exemple, le coût de la construction peut être plus élevé dans les régions concernées en raison du climat, des coûts de transport, etc. Il est plus difficile de financer ces investissements sur le marché du crédit en raison de leur coût d'opportunité.

La règle principale est que, pour le bénéficiaire, la subvention est imposable comme un revenu. En règle générale, les bénéfices des sociétés sont imposables à un taux forfaitaire d'environ 30 pour cent. En Suède, les bâtiments peuvent être amortis à des taux qui varient de 2 à 5 pour cent par an, selon le type de bâtiment. Normalement, les machines sont amorties sur cinq ans. Les subventions peuvent être accordées soit par le gouvernement, soit par le NUTEK (Conseil national du développement industriel et technique), soit par les conseils administratifs de comté.

## **6.2 Prêts au développement régional** (ex-prêts à l'implantation)

### **1. Forme de la subvention**

Prêts. La restitution immédiate des fonds peut être demandée si les objectifs, spécialement en matière de création d'emplois, ne sont pas atteints.

### **2. Montant de la subvention**

Coût net pour l'année civile 1997: 60 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Il s'agit d'abord d'aider les régions désignées et, à titre secondaire, d'aider les PME et de favoriser la création d'emplois dans ces régions. Le but recherché est surtout de promouvoir le développement de l'industrie et de créer des emplois. Dans ces régions, le marché du crédit est moins développé que dans les autres parties du pays, en raison principalement du coût d'opportunité des immobilisations. Les prêts au développement régional peuvent être accordés pour la construction de bâtiments, l'acquisition de machines, etc.

### **4. Durée**

Le programme a débuté en 1992 et doit être officiellement reconduit pour chaque exercice budgétaire.

### **5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

### **6. Fondement et législation**

Les dispositions légales de ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1990:642 (Förordningen om regionalpolitiskt företagsstöd), et (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997) dans l'Ordonnance SFS 1996:1570 (Förordning om ändring i förordningen (1990:642) om regionalpolitiskt företagsstöd).

## 7. Règles et conditions

Peuvent bénéficier de ce programme les personnes physiques ou morales qui opèrent en Suède et les collectivités publiques menant des activités viables aux conditions du marché dans des secteurs concurrentiels. Des prêts peuvent également être accordés à des associations à but non lucratif. La décision d'accorder le prêt est discrétionnaire, et celui-ci ne peut dépasser le montant effectivement nécessaire. L'entreprise doit être rentable et, en règle générale, créatrice d'emplois. Au moins 40 pour cent des emplois créés dans le cadre de chaque projet doivent être réservés à chaque sexe. Les prêts sont accordés aux conditions du marché, sans bonification, avec partage des risques. Le taux d'intérêt est égal au taux d'escompte majoré de 4,25 points. Les financements publics, dons et prêts, ne peuvent pas dépasser 70 pour cent dans la zone 1 et 50 pour cent dans la zone 2 et les zones pouvant bénéficier d'une aide structurelle.

### **6.3 *Ex-subvention au développement incluses, avec les ex-subventions à l'implantation, dans la "subvention au développement régional"***

### **6.4 Prêts aux sociétés régionales d'investissement**

#### 1. Forme de la subvention

Prêts. Durant les premières années, le taux d'intérêt peut être inférieur aux taux du marché, à condition, par exemple, que l'État reçoive une part de la valeur ajoutée de la société au bout d'une dizaine d'années.

#### 2. Montant de la subvention

Montant total des prêts accordés pour l'année civile 1997: Néant.

#### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Il s'agit d'abord de fournir une aide aux régions désignées et, à titre secondaire, d'aider les PME desdites régions, l'objectif étant principalement de créer des emplois en encourageant les investisseurs privés à créer certains types d'entreprises dans les régions assistées, ainsi que de former des cadres pour promouvoir l'expansion des petites entreprises.

#### 4. Durée

Le programme a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 1982 et doit être officiellement reconduit pour chaque nouvel exercice budgétaire.

#### 5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

#### 6. Fondement et législation

Les dispositions légales applicables sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1990:642 (Förordningen om regionalpolitiskt företagsstöd), et (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997) dans l'Ordonnance SFS 1996:1570 (Förordning om ändring i förordningen (1990:642) om regionalpolitiskt företagsstöd).

7. Règles et conditions

Peuvent bénéficier d'une assistance les sociétés régionales d'investissement privées, suédoises ou étrangères, qui opèrent de façon rentable dans des secteurs concurrentiels aux conditions du marché. Le montant des prêts est fonction du capital mobilisé par les actionnaires. C'est le gouvernement qui prend la décision d'octroi des prêts. Il n'en a accordé aucun pendant l'exercice budgétaire 1997.

**6.5 Subventions à l'emploi**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 296 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif principal de ce programme est de fournir une aide à certaines régions et son objectif secondaire d'appuyer les PME et de soutenir l'emploi dans ces régions. En général, le programme vise à créer des emplois en réduisant le surcoût qu'entraîne, les premières années, le recrutement de salariés supplémentaires.

4. Durée

Le programme a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 1990 et doit être officiellement reconduit pour chaque exercice budgétaire.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales qui régissent ce programme sont énoncées dans l'Ordonnance gouvernementale SFS 1990:642 (Förordningen om regionalpolitiskt företagsstöd), et (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997) dans l'Ordonnance SFS 1996:1570 (Förordning om ändring i förordningen (1990:642) om regionalpolitiskt företagsstöd).

7. Règles et conditions

Peuvent bénéficier du programme les collectivités publiques, les personnes physiques ou morales qui opèrent en Suède dans des secteurs concurrentiels aux conditions du marché et, dans certains cas, les associations à but non lucratif. Au moins 40 pour cent des emplois créés doivent être réservés à chaque sexe. Les subventions sont accordées en fonction du nombre d'emplois créés mesuré en année-personne supplémentaire (c'est-à-dire l'augmentation totale nette des heures de travail effectuées par employé dans les entreprises demandant l'aide et pouvant en bénéficier). Les subventions de faible montant sont accordées sur présentation d'une demande si toutes les conditions

voulues sont remplies. Si le nombre d'emplois créés dépasse dix années-personne, les demandes sont examinées du point de vue de la viabilité économique de l'entreprise. L'aide n'est fournie que par les emplois considérés comme fixes et l'employeur doit transmettre des compétences en assurant un enseignement sous forme théorique ou pratique de 125 heures sur une période de deux ans.

Montant des aides dans la zone 1: 200 000 couronnes suédoises par année-personne supplémentaire, réparties sur cinq ans.

Montant des aides dans la zone 2: 120 000 couronnes suédoises par année-personne supplémentaire, réparties sur cinq ans.

Année	Zone 1	Zone 2
1	60 000	40 000
2	50 000	30 000
3	40 000	25 000
4	30 000	15 000
5	20 000	10 000
Total	200 000	120 000

## 6.6 Réductions des cotisations de sécurité sociale

### 1. Forme de la subvention

Avantages fiscaux sous forme de réductions des cotisations de sécurité sociale.

### 2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 640 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif de ce programme est d'abord d'aider certaines régions et, secondairement, d'appuyer les PME et de soutenir l'emploi dans ces régions. Il s'agit essentiellement de créer des emplois et de sauvegarder l'emploi dans certains secteurs des régions les plus défavorisées en réduisant les coûts de main-d'œuvre. L'objectif d'ensemble est notamment de compenser les surcoûts entraînés par des handicaps géographiques tels que la faible densité de population et l'éloignement.

### 4. Durée

Dans les zones 1 et 2, le programme doit durer jusqu'à la fin de l'an 2000.

### 5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales applicables sont énoncées dans la Loi SFS 1990:912 (Lag om nedsättning av socialavgifter och allmän löneavgift) et l'Ordonnance gouvernementale SFS 1994:549 (Förordning om nedsättning av socialavgifter).

7. Règles et conditions

Dans la zone 1 et certains secteurs de la zone 2, le dégrèvement est de 10 points de pourcentage. Dans les secteurs du comté septentrional de Norrbotten qui ne font pas partie de la zone 1, il est de 5 points.

Peuvent bénéficier d'une réduction des cotisations de sécurité sociale les employeurs qui opèrent dans les secteurs ci-après dans la zone 1: industries extractives (sauf minéral de fer), industries manufacturières (sauf papier et pâte, sidérurgie et alliages ferreux), commerce en gros de produits manufacturés, hôtellerie et restauration et activités de services. Dans la zone 2, le dégrèvement n'est accordé que dans les districts où la densité de population est la plus faible; sont visées les entreprises agricoles et forestières et certaines entreprises de services privées. Ces activités ont une grande importance pour l'emploi des femmes. Dans la grande majorité des cas, l'aide est accordée automatiquement. La réduction des cotisations de sécurité sociale peut être combinée avec les subventions à l'emploi.

**6.7 Aide aux transports régionaux**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 352 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif de ce programme est d'abord d'aider les régions désignées et, ensuite, de compenser en partie les frais de transport entraînés par l'éloignement des principaux marchés. Il est important de créer des emplois et de soutenir l'emploi dans les régions de Suède où les frais de transport sont considérablement plus élevés que dans le reste du pays. Grâce à ce programme, les entreprises implantées dans ces régions peuvent concurrencer à armes plus égales celles qui se trouvent plus près des marchés.

4. Durée

Le programme a débuté en 1971 et doit être officiellement reconduit pour chaque exercice budgétaire.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

## 6. Fondement et législation

Les dispositions légales applicables sont énoncées dans les Ordonnances gouvernementales SFS 1980:803 (Förordningen om regionalpolitiskt transportstöd) et SFS 1996:1569 (Förordning om ändring i förordningen (1980:803) om regionalpolitiskt transportstöd).

## 7. Règles et conditions

Peuvent bénéficier de ce programme les personnes physiques ou morales suédoises, les succursales de sociétés étrangères en Suède ou les personnes physiques étrangères qui résident en Suède.

L'aide couvre les frais de transport intérieur effectivement payés à partir de la zone assistée pour des produits qui y ont été produits, fabriqués ou transformés (sauf certains produits comme le papier et la pâte à papier, les métaux, certains produits de la sidérurgie et le minerai de fer), de même que les frais de transport des matières premières destinées à être ouvrées dans la zone assistée. En principe, cependant, les matières en provenance de l'extérieur de la zone, mais qui y sont également produites, ne peuvent pas bénéficier de cette aide, qui n'est accordée que pour le transport de produits ayant subi une transformation très poussée. Si toutes les conditions requises sont remplies, la subvention est accordée automatiquement sur demande. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1995, l'aide aux transports régionaux est supprimée dans les 12 municipalités situées à l'extérieur des zones approuvées par l'ESA, c'est-à-dire en dehors des régions où la densité de population est supérieure à 12,5 habitants/km<sup>2</sup>.

Les régions dans lesquelles une aide au transport est disponible sont subdivisées en cinq zones. Le tableau ci-après indique les pourcentages des frais de transport qui sont couverts:

Distance en kilomètres	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5
251-400	5%	5%	5%	5%	5%
401-700	5%	15%	25%	30%	30%
701	5%	15%	25%	30%	45%

### 6.8 Fonds pour le nord de la Suède

Ce Fonds a deux types d'activités:

- prêts, y compris garanties et prêts conditionnels, accordés principalement à des petites et moyennes entreprises industrielles et de services;
- garanties et soutien de projets, accordés à des institutions ou pour des projets ainsi que pour des recherches intéressant l'infrastructure (par exemple, activités de recherche d'universités ou d'établissements de recherche non rattachés à des universités). Depuis 1994, le Fonds accorde surtout des prêts.

## 1. Forme de la subvention

Surtout des prêts aux conditions du marché. Pas de subventions, partage des risques. Prêts conditionnels, garanties, dons et soutien de projets.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 35 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif est, d'abord, d'aider les régions désignées et, secondairement, d'aider les PME et d'appuyer la recherche-développement. Le Fonds a pour mission fondamentale de promouvoir le développement des PME existantes dans les cinq comtés septentrionaux du pays.

4. Durée

Le programme a débuté en 1961, pour une durée indéterminée.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Décision adoptée par le gouvernement en 1961, dernière révision en 1995.

7. Règles et conditions

Peuvent bénéficier de cette aide la mise au point de produits, la commercialisation, l'acquisition d'immobilisations et la constitution de fonds de roulement. Si des prêts du Fonds pour le nord de la Suède sont combinés avec l'aide au développement régional, le total des aides publiques ne doit pas dépasser 70 pour cent des dépenses d'investissement dans la zone 1 et 50 pour cent dans la zone 2 et les zones visées par les mesures d'aide structurelle. Le gouvernement peut autoriser un dépassement de ces plafonds pour des activités hautement prioritaires.

**6.9 Programme de développement industriel dans les régions prioritaires**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 4 millions de couronnes suédoises:

- 1,4 million de couronnes suédoises aux entreprises privées;
- 1 million de couronnes suédoises aux universités;
- 2 millions de couronnes suédoises à d'autres organes gouvernementaux.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif est d'abord d'aider les régions désignées. Il s'agit d'améliorer la capacité d'expansion des entreprises grâce à des programmes qui favorisent l'amélioration des connaissances et d'appuyer les activités de recherche-développement.

4. Durée

Du 1<sup>er</sup> août 1994 au 31 décembre 1999.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales qui régissent cette forme d'assistance sont énoncées dans la Décision gouvernementale n° 7 en date du 10 février 1994.

7. Règles et conditions

L'aide est dispensée par le NUTEK à 22 consortiums représentant autant de programmes. Les programmes ont été sélectionnés à partir de propositions présentées, en fonction de critères tels que l'utilité pour l'industrie et les liens avec des sources de connaissances externes (taille et qualité du réseau).

Les consortiums comprennent environ 200 entreprises et un certain nombre d'établissements de recherche et d'universités. Ils unissent leurs efforts pour rehausser le niveau des connaissances dans les entreprises. Les ressources sont accordées aux consortiums plutôt qu'aux entreprises individuellement. L'aide à chaque consortium peut représenter jusqu'à 37,5 pour cent du coût total d'un programme.

Les coûts admissibles sont notamment le coût du personnel, des matières premières et des fournitures liées à la recherche-développement. L'achat d'instruments et d'équipements est subventionné dans une moindre proportion.

**6.10 Fonds structurels de l'Union européenne - Développement dans les zones géographiques visées 2, 5b et 6**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention

Fonds de l'UE accordés pour l'année civile 1997 coût net:

- zone 2: 14 millions de couronnes suédoises;
- zone 5b: 37 millions de couronnes suédoises;
- zone 6: 36 millions de couronnes suédoises.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aide au développement structurel dans les différentes zones géographiques visées. Les programmes concernent surtout des mesures destinées aux petites et moyennes entreprises. Priorités: développement industriel, développement local et tourisme et développement des compétences.

4. Durée

Le programme est appliqué de 1995 à 1999.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les fonds sont distribués horizontalement principalement aux petites et moyennes entreprises, et les effets sur le commerce sont considérés comme minimes.

6. Fondement et législation

Règlement (CEE) n° 2082/93 du Conseil.

7. Règles et conditions

Les fonds de l'Union européenne sont complétés par des fonds nationaux dans la proportion de 30/70 pour cent. Le programme Aide aux petites entreprises (paragraphe 3.2) est utilisé pour un cofinancement national. Le cofinancement est inclus dans le total indiqué pour ce programme.

**7. Aide à la protection de l'environnement**

**7.1 Subvention à l'investissement pour un développement durable du point de vue de l'écologie**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 3 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif principal est d'augmenter les niveaux de protection de l'environnement compte tenu des exigences des normes internationales.

4. Durée

Le programme a commencé en juillet 1995 et a pris fin en juin 1996. Un nouveau programme reprenant essentiellement les mêmes objectifs est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans les Ordonnances gouvernementales: SFS 1995:1044 (Förordning om bidrag till ekologisk omställning), et (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997) SFS 1996:1378 (Förordning om statligt investeringsbidrag för en ekologiskt hållbar samhällsutveckling).

7. Règles et conditions

L'aide concerne des investissements respectueux de l'environnement. Les dons sont accordés à des projets qui sont rationnels, d'un bon rapport coût-efficacité, présentent des avantages indéniables du point de vue de l'environnement et ont manifestement des effets positifs sur l'emploi. L'aide ne couvre pas plus de 30 pour cent des coûts supplémentaires engendrés par la prise en compte de la protection de l'environnement dans les investissements. Ces derniers ne peuvent pas bénéficier d'autres formes d'aide publique.

**8. Autres formes de subventions**

**8.1 Allègement fiscal pour l'énergie**

1. Forme de la subvention

Dons.

2. Montant de la subvention

Coût net pour l'année civile 1997: 52,8 millions de couronnes suédoises.

L'aide est accordée à des projets divers et ne peut pas être ventilée par unité.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Cette mesure fiscale est destinée à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. L'allègement fiscal a pour objectif d'éviter que les entreprises dont la production nécessite une grande consommation d'énergie soient grevées d'un niveau d'imposition déraisonnable.

4. Durée

Le système actuel a commencé le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et arrive à expiration le 31 décembre 1999.

5. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'aide étant accordée à divers projets et secteurs, il n'est pas possible de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

6. Fondement et législation

Les dispositions légales sont énoncées dans la Loi SFS 1994:1776 (Lagen om skatt på energi).

## 7. Règles et conditions

Pour les entreprises du secteur industriel, il existe une règle générale qui prévoit une réduction de 50 pour cent de la taxe sur le CO<sub>2</sub> frappant l'utilisation de combustibles fossiles. En ce qui concerne les entreprises dont la production nécessite une grande consommation d'énergie, elles bénéficient également d'une réduction fiscale spéciale; si la taxe sur le CO<sub>2</sub> payable dans le cadre de la règle des 50 pour cent dépasse 0,8 pour cent de la valeur des ventes de l'entreprise, celle-ci ne devra payer qu'une taxe de 12 pour cent sur la valeur des ventes en dépassement. De plus, il existe des règles complémentaires pour certains types de combustibles, qui disposent que la taxe sur le CO<sub>2</sub> qui dépasse 1,2 pour cent de la valeur des ventes est déductible du montant total de la taxe sur le CO<sub>2</sub> à acquitter (la règle des 0,8 pour cent est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997, celle des 1,2 pour cent était en vigueur avec cette date).

## APPENDICE

### Méthode du coût net

La méthode du coût net pour l'État a pour but d'obtenir une mesure cohérente des aides publiques compte tenu des différentes formes qu'elles peuvent prendre (dons, prêts, garanties, apports de capital et avantages fiscaux). Cette méthode est utilisée par l'OCDE dans son projet sur les aides publiques à l'industrie.

Les coûts nets sont calculés comme suit:

<u>Dons:</u>	montants effectivement payés, moins remboursements et redevances le cas échéant.
<u>Garanties:</u>	montant des appels de garantie, moins primes reçues et remboursements.
<u>Prêts:</u>	coût estimatif en capital sur la base de la différence entre le taux des emprunts d'État et le montant effectif des intérêts reçus.
<u>Participation au capital:</u>	coût estimatif en capital sur la base du taux des emprunts d'État et des dividendes reçus.
<u>Avantages fiscaux:</u>	estimation de la dépense budgétaire.
<u>Apport de capitaux moyennant le paiement de redevances:</u>	coût estimatif en capital sur la base de la différence entre le taux des emprunts d'État et les redevances.

Il y a lieu de noter que le coût net ne correspond pas au montant des ressources effectivement transférées par l'État aux entreprises sur une année donnée, c'est-à-dire au montant des dépenses inscrites au budget de l'État. Il s'agit de faire apparaître quel est le coût net pour l'État des mesures de soutien de l'industrie. Comme il est tenu compte du coût imputé des prêts et des apports de capital antérieurs, le coût net reflète dans une certaine mesure les politiques passées. Cette méthode ne permet pas de déterminer directement l'ampleur des distorsions de la concurrence ni d'évaluer approximativement l'avantage retiré en définitive par l'industrie, mais donne une indication utile de l'évolution du volume et de la structure des aides publiques.

---